

0179.  
342.0855  
R61

**Jacques Robert**

Professeur de droit public à l'Université de Paris II (Panthéon-Assas)  
Président honoraire de l'Université  
Président du Centre français de droit comparé

# Libertés publiques et droits de l'homme

avec la collaboration de

**Jean Duffar**

Maître de conférences à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne)

QUATRIÈME ÉDITION

**MONTCHRESTIEN**

26, rue Vercingétorix, 75014 Paris  
1988

## TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE.....	1
Autonomie du droit des libertés publiques .....	6
Définition de la liberté .....	11
Critère des libertés publiques .....	17
Organisation d'une protection juridique des libertés .....	19

### PREMIÈRE PARTIE

## LES LIBERTÉS PUBLIQUES ET LES SYSTÈMES JURIDIQUES

<i>Titre premier. — Les libertés publiques dans les déclarations de droits</i> .....	25
<i>Chapitre premier. — LES LIBERTÉS PUBLIQUES DANS LES DÉCLARATIONS FRANÇAISES</i> .....	26
Section I. — <i>Les libertés publiques dans les déclarations révolutionnaires françaises</i> .....	26
§ 1. — Les sources d'inspiration des déclarations révolutionnaires .....	27
A. — Les sources philosophiques .....	27
1° La pensée judéo-chrétienne .....	27
2° La doctrine des droits naturels individuels .....	29
3° La philosophie des lumières .....	31
B. — Les sources juridiques .....	32
1° Les pactes anglais .....	33
2° Les déclarations américaines .....	34
§ 2. — Le contenu des déclarations révolutionnaires .....	35
A. — Droits de l'homme et droits du citoyen .....	35
B. — Les principes proclamés .....	36
§ 3. — Les caractères des déclarations révolutionnaires .....	37
A. — L'intellectualisme .....	37
B. — Le mondialisme .....	38
C. — La considération de la personne .....	38
D. — Des « facultés d'agir » .....	41

Section II. — <i>Les libertés publiques dans les déclarations françaises post-révolutionnaires</i> .....	42
§ 1. — Le tournant du préambule de 1848 .....	42
§ 2. — Depuis la III <sup>e</sup> République .....	44
A. — La Déclaration d'avril 1946 .....	44
B. — Le Préambule de la Constitution française de 1946 .....	45
1 <sup>o</sup> Présentation du Préambule .....	45
2 <sup>o</sup> Contenu du Préambule .....	46
a) Ajouts aux droits de l'homme de 1789 .....	46
b) Principes économiques et sociaux .....	48
3 <sup>o</sup> Une référence au droit international .....	50
4 <sup>o</sup> Des oublis volontaires .....	50
C. — La formule liminaire de la Constitution de 1958 .....	51
§ 3. — Le sens de l'évolution .....	52
A. — Une conception « relativiste » .....	52
B. — L'appel à l'Etat .....	53
C. — Les tendances sociales des déclarations modernes .....	53
§ 4. — Vers de nouvelles revendications personnelles ? .....	54
§ 5. — Droits de l'homme et droits de l'enfant .....	55
§ 6. — Pour une reconnaissance de « droits de solidarité » .....	57
§ 7. — Une déclaration universelle des devoirs de l'homme ? .....	58
 <i>Chapitre II. — LES LIBERTÉS PUBLIQUES DANS LES TEXTES CONSTITUTIONNELS ÉTRANGERS</i> .....	 60
 <i>Chapitre III. — LES LIBERTÉS PUBLIQUES DANS LES DÉCLARATIONS INTERNATIONALES</i> ....	 67
Section I. — <i>La déclaration universelle des droits de l'homme</i> .....	69
§ 1. — L'élaboration de la déclaration .....	69
§ 2. — Le contenu de la déclaration .....	70
§ 3. — La protection des libertés par la déclaration .....	71
Section II. — <i>La Convention européenne des droits de l'homme</i> .....	73
§ 1. — La garantie des droits proclamés .....	73
§ 2. — Les raisons des longues hésitations de la France à ratifier la Convention européenne .....	74
§ 3. — La ratification de la déclaration d'acceptation du recours individuel ...	76
§ 4. — Trente ans d'application de la Convention .....	77
§ 5. — Convention européenne et droit de la communauté économique européenne .....	78
§ 6. — Convention européenne et droit interne français .....	79

Section III. — <i>L'acte final de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe</i> (Helsinki, 1975) .....	80
§ 1. — L'économie du texte .....	80
§ 2. — Les retombées de la conférence .....	82
<b>Titre II. — Les procédés juridiques de reconnaissance des libertés</b> .....	83
<b>Chapitre premier. — LA « CONSTITUTIONNALISATION » DES LIBERTÉS PUBLIQUES</b> .....	85
Section I. — <i>Le débat sous la III<sup>e</sup> République</i> .....	85
§ 1. — La thèse de la valeur supra-constitutionnelle des déclarations .....	85
§ 2. — La conception d'Esmein et de Carré de Malberg .....	86
§ 3. — L'attitude du Conseil d'Etat .....	87
Section II. — <i>La valeur juridique du Préambule de la Constitution de 1946</i> .....	88
§ 1. — La position des tribunaux judiciaires .....	88
§ 2. — Les solutions du Conseil d'Etat .....	88
§ 3. — La doctrine .....	90
Section III. — <i>Le problème depuis 1958</i> .....	90
<b>Chapitre II. — LES LIBERTÉS PUBLIQUES ET LA LOI</b> .....	93
Section I. — <i>Le domaine de la compétence de la loi</i> .....	93
§ 1. — La justification de la compétence législative .....	93
§ 2. — Etendue de la compétence législative .....	93
§ 3. — Conséquences de l'action législative en matière de libertés .....	94
Section II. — <i>Les choix du législateur</i> .....	95
§ 1. — Le régime répressif .....	96
§ 2. — Le régime préventif .....	97
<b>Chapitre III. — L'IMPORTANCE DU RÈGLEMENT DANS LA RECONNAISSANCE DES LIBERTÉS PUBLIQUES</b> .....	101
Section I. — <i>Les conditions d'intervention des autorités administratives dans le domaine des libertés</i> .....	101
Section II. — <i>L'étendue du pouvoir de police</i> .....	102
§ 1. — La réglementation en période normale .....	102
§ 2. — Etendue des pouvoirs de réglementation et de police en temps de crise .....	103
A. — Les états de crise constitutionnalisés .....	104

B. — Les états de crise prévus par la loi .....	105
C. — La théorie jurisprudentielle des circonstances exceptionnelles .....	107
<b>Titre III. — Les techniques de protection des libertés .....</b>	<b>109</b>
<i>Chapitre premier. — LA PROTECTION DES LIBERTÉS CONTRE LA LOI .....</i>	<b>110</b>
Section I. — <i>Les garanties juridiques .....</i>	111
§ 1. — Les solutions françaises .....	111
A. — Avant 1958 .....	111
B. — Après 1958 .....	112
C. — Depuis 1971 .....	115
§ 2. — Les solutions étrangères .....	120
A. — L'efficacité du contrôle .....	121
B. — Les risques du contrôle .....	121
Section II. — <i>Les garanties politico-juridiques .....</i>	122
§ 1. — Le refus d'obéissance .....	122
§ 2. — La résistance à l'oppression .....	123
A. — Les données du problème .....	123
B. — Les formes modernes de la résistance .....	125
§ 3. — La révolution .....	127
<i>Chapitre II. — LA PROTECTION CONTRE L'ADMINISTRATION .....</i>	<b>129</b>
Section I. — <i>Les systèmes étrangers .....</i>	129
§ 1. — Le système anglo-saxon .....	129
§ 2. — La « Prokouratura » soviétique .....	131
§ 3. — L'Ombudsman .....	131
A. — L'institution de l'Ombudsman .....	131
B. — L'Ombudsman suédois .....	133
C. — L'Ombudsman britannique .....	134
Section II. — <i>Le système français .....</i>	135
§ 1. — « Le médiateur français » .....	136
A. — La loi du 3 janvier 1973 .....	136
B. — La réforme du 24 décembre 1976 .....	140
C. — Vers d'autres médiateurs .....	140
D. — Le médiateur, autorité administrative .....	141
§ 2. — La protection de la liberté par le juge .....	142
A. — La protection de la liberté par le juge judiciaire .....	142
B. — La protection de la liberté par le juge administratif .....	149

<i>Chapitre III. — DÉFENSE ET LIBERTÉS PUBLIQUES</i> .....	155
Section I. — <i>La défense et la limite des libertés</i> .....	156
§ 1. — Les principes .....	156
§ 2. — Défense et statut démocratique du soldat .....	157
Section II. — <i>La défense, première des libertés</i> .....	158
<i>Chapitre IV. — TERRORISME, SÉCURITÉ ET LIBERTÉS PUBLIQUES</i> .....	160
Section I. — <i>La loi du 9 septembre 1986 sur le terrorisme</i> .....	161
Section II. — <i>La loi du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre la délinquance et la criminalité</i> .....	163
<i>Chapitre V. — PROTECTION DE LA SANTÉ ET LIBERTÉS PUBLIQUES</i> .....	164
Section I. — <i>L'obligation à la santé</i> .....	164
Section II. — <i>La prévention sanitaire</i> .....	165
Section III. — <i>Le cas particulier du SIDA</i> .....	167

## DEUXIÈME PARTIE

**LES LIBERTÉS DE LA PERSONNE HUMAINE  
DANS LE DROIT FRANÇAIS CONTEMPORAIN**

<i>Titre premier. — La liberté physique</i> .....	171
<i>Chapitre premier. — LE DROIT DE DISPOSER DE SON CORPS</i> .....	172
Section I. — <i>La maîtrise de son corps</i> .....	173
§ 1. — L'organisation de sa mort .....	173
A. — Le suicide .....	173
B. — L'euthanasie .....	175
C. — L'orthothanasie .....	175
§ 2. — La liberté de la procréation .....	177
A. — La liberté consciente de procréer .....	177
B. — Le droit de refuser la procréation : l'I.V.G. ....	187
Section II. — <i>Le don du corps : solidarité humaine et santé publique</i> .....	190
§ 1. — Prélèvements « <i>in vivo</i> » .....	191
§ 2. — Prélèvements « <i>post mortem</i> » .....	192

Section III. — <i>Le commerce de son corps : la prostitution</i> .....	193
§ 1. — Le principe : le corps est en dehors du commerce .....	194
§ 2. — La dérogation : le commerce du corps .....	194
<i>Chapitre II. — LA SÛRETÉ PERSONNELLE</i> .....	197
Section I. — <i>La dégradation des protections traditionnelles</i> .....	198
§ 1. — La détérioration du climat politique .....	198
A. — Les vicissitudes historiques de la sûreté .....	198
B. — Le déclin contemporain .....	203
§ 2. — L'altération du concept de loi .....	205
A. — La législation gouvernementale .....	205
B. — La limitation du pouvoir législatif .....	206
C. — Les atteintes à la non-rétroactivité de la loi .....	206
Section II. — <i>Les garanties de la sûreté personnelle</i> .....	208
§ 1. — Des garanties indispensables .....	208
A. — Le principe de la légalité des délits et des peines .....	208
B. — La présomption d'innocence .....	210
C. — Une justice satisfaisante .....	212
§ 2. — Des garanties insuffisantes de procédure .....	227
A. — Les privations de liberté décidées par des autorités de police judiciaire .....	227
B. — Les privations de liberté décidées par des autorités administratives .....	235
C. — La détention provisoire, privation de liberté décidée par un juge judiciaire .....	241
Section III. — <i>Les sanctions des atteintes à la sûreté personnelle</i> .....	244
§ 1. — La responsabilité de l'agent coupable .....	245
A. — La notion « d'acte attentatoire à la liberté » .....	245
B. — L'irréalisme de la sanction pénale .....	245
C. — Les difficultés d'une réparation civile .....	246
§ 2. — La responsabilité de l'Etat .....	248
A. — La responsabilité de l'Etat du fait du fonctionnement du service de la justice .....	249
B. — Responsabilité de l'Etat pour les violations de la liberté individuelle commises par l'Administration .....	253
<i>Chapitre III. — LE RESPECT DE L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE ET DE L'IDENTITÉ DES PERSONNES</i> .....	255
Section I. — <i>Le droit à l'intégrité physique</i> .....	256
§ 1. — Les atteintes légales à l'intégrité physique .....	256
A. — Les atteintes infligées à des fins d'ordre public .....	256

B. — Les atteintes infligées à des fins de santé publique .....	257
§ 2. — Les atteintes illégales à l'intégrité physique .....	258
A. — L'interdiction de soumettre à la torture .....	258
B. — L'interdiction de l'esclavage, de la servitude, du travail forcé ou obligatoire .....	267
Section II. — <i>Le droit au respect de l'identité</i> .....	270
§ 1. — L'homosexualité .....	270
§ 2. — Le transsexualisme .....	272
A. — La jurisprudence française .....	273
B. — La jurisprudence des organes de la Convention .....	274
<i>Chapitre IV. — LA VIE PRIVÉE</i> .....	277
Section I. — <i>La protection de la vie privée</i> .....	280
§ 1. — Les textes .....	280
A. — Les dispositions ponctuelles .....	280
B. — Les textes généraux récents .....	282
§ 2. — Les sanctions réprimant les atteintes à la vie privée .....	293
A. — Les sanctions de caractère pénal .....	293
B. — Les sanctions de caractère civil .....	294
Section II. — <i>Le contenu de la vie privée</i> .....	295
§ 1. — Le respect des comportements .....	295
A. — Le territoire de la personnalité .....	296
B. — L'apparence de la personnalité .....	296
C. — L'authenticité de la personnalité .....	297
§ 2. — Le respect de l'anonymat .....	299
A. — Les secrets de la personne .....	299
B. — La fixation et la divulgation des expressions du corps .....	302
C. — La protection des informations nominatives .....	302
§ 3. — Le respect des relations de la personne .....	305
A. — Le respect des communications .....	305
B. — Le respect des relations familiales .....	309
C. — Le respect des relations sentimentales .....	312
<i>Chapitre V. — LA LIBERTÉ D'ALLER ET VENIR</i> .....	315
Section I. — <i>La liberté de mouvement</i> .....	317
§ 1. — La liberté de mouvement à l'intérieur des Etats .....	317
A. — Le national français .....	318
B. — L'étranger .....	321
C. — Les personnes itinérantes .....	324

§ 2. — La liberté de mouvement d'un Etat à un autre Etat .....	327
A. — Le droit de quitter son pays .....	327
B. — Le droit d'entrer dans son pays .....	331
C. — L'entrée dans un pays étranger .....	331
Section II. — <i>Le séjour</i> .....	338
§ 1. — Conditions du séjour .....	338
A. — Les séjours dispensés de carte de séjour .....	339
B. — Le séjour soumis à l'obtention d'une carte de séjour .....	339
C. — La liberté de séjour des ressortissants C.E.E. ....	344
§ 2. — Le terme du séjour .....	346
A. — La reconduite à la frontière .....	347
B. — L'expulsion .....	347
C. — L'extradition .....	364
Section III. — <i>La police de circulation</i> .....	371
§ 1. — Le conducteur : le permis de conduire .....	371
A. — Arrêtés préfectoraux affectant le permis de conduire .....	373
B. — Décisions judiciaires affectant le permis de conduire .....	374
§ 2. — Le véhicule : un instrument dangereux .....	376
A. — Règles liées au caractère dangereux du véhicule .....	376
B. — L'étendue des contrôles de police .....	377
§ 3. — L'utilisation des voies publiques .....	378
A. — Règles limitant la circulation .....	379
B. — Règles limitant le stationnement .....	381
 <b>Titre II. — Les libertés de l'esprit</b> .....	 387
 <i>Chapitre premier. — LA LIBERTÉ DES OPINIONS</i> .....	 388
§ 1. — Les différentes conceptions de l'Etat .....	389
A. — L'Etat au service d'une doctrine .....	389
B. — L'Etat autoritaire .....	389
C. — L'Etat « ouvert » .....	390
§ 2. — La sauvegarde de la liberté d'opinion par l'Etat .....	391
A. — La neutralité négative du service .....	391
B. — La neutralité positive du service .....	392
§ 3. — Obligation de réserve du fonctionnaire et droits de l'Etat .....	400
A. — Portée de la liberté d'opinion du fonctionnaire .....	400
B. — L'obligation de réserve du fonctionnaire .....	403

<i>Chapitre II. — LA LIBERTÉ DE LA FOI</i> .....	409
Section I. — <i>La notion de laïcité</i> .....	411
§ 1. — Comment s'est dégagée en France l'idée de laïcité ? .....	411
A. — L'expérience française de la religion d'Etat .....	412
B. — Les incertitudes révolutionnaires .....	412
C. — La publicisation des cultes (1801) .....	414
D. — Le divorce .....	414
§ 2. — Quel est le contenu de la notion de laïcité ? .....	415
A. — La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte .....	415
B. — La République assure la liberté de conscience .....	418
Section II. — <i>Le culte</i> .....	421
§ 1. — L'édifice culturel .....	421
A. — Les solutions retenues en 1905 .....	421
B. — Les controverses juridiques autour de la loi du 2 janvier 1907 .....	422
§ 2. — La célébration du culte .....	423
A. — Le principe de la liberté du culte .....	423
B. — La police du culte .....	424
§ 3. — Les manifestations extérieures du culte .....	427
A. — La notion de manifestation culturelle .....	427
B. — Le libéralisme des solutions jurisprudentielles .....	428
 <i>Chapitre III. — LA LIBERTÉ DE L'INSTRUCTION</i> .....	 430
Section I. — <i>Le pluralisme scolaire</i> .....	434
§ 1. — La liberté d'enseigner .....	434
§ 2. — L'égalité de droit entre les différents ordres d'enseignement .....	435
§ 3. — L'inégalité de fait .....	436
A. — Le monopole public de la collation des diplômes et des grades .....	436
B. — Le contrôle de l'Etat sur les établissements d'enseignement libre .....	438
Section II. — <i>L'école publique</i> .....	439
§ 1. — L'école publique est laïque .....	439
A. — L'école publique est non-confessionnelle .....	440
B. — L'école publique est neutre .....	441
§ 2. — L'école publique est obligatoire .....	442
§ 3. — L'école publique est gratuite .....	443
Section III. — <i>Pouvoirs publics et enseignement privé</i> .....	444
§ 1. — L'aide publique à l'enseignement primaire privé .....	444

§ 2. — La loi Debré (31-12-1959) sur les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privé .....	447
A. — Les solutions contractuelles .....	447
B. — Les solutions extracontractuelles .....	454
§ 3. — Application de la loi Debré .....	457
§ 4. — La loi du 1 <sup>er</sup> juin 1971 sur les rapports entre l'Etat et l'enseignement privé .....	457
§ 5. — La loi Guerneur (30 juin 1977) .....	459
§ 6. — Communes et écoles privées .....	460
§ 7. — Les projets de réforme de la gauche (la loi Savary) .....	461
<i>Chapitre IV. — LE DROIT À L'INFORMATION</i> .....	463
Section I. — <i>La liberté de l'imprimé</i> .....	469
§ 1. — Les vicissitudes historiques de la liberté de la presse .....	469
A. — Le régime de la presse avant la loi de 1881 .....	470
B. — Le régime de la presse en France depuis 1881 .....	473
§ 2. — La fabrication de l'imprimé .....	476
A. — Le statut de l'imprimeur .....	476
B. — Les agences de presse .....	477
C. — La condition des journalistes .....	480
§ 3. — La publication de l'imprimé .....	498
A. — Le principe général de la liberté .....	498
B. — Les exceptions au principe général de la liberté .....	500
§ 4. — La vente de l'imprimé .....	503
A. — La technique de la vente .....	503
B. — Les saisies .....	505
Section II. — <i>Le régime juridique de la radiodiffusion et de la télévision</i> .....	510
§ 1. — L'office de radiodiffusion-télévision française .....	514
A. — La loi du 2 juin 1964 .....	515
B. — La loi du 3 juillet 1972 et la réforme de l'O.R.T.F. ....	525
§ 2. — Le démantèlement de l'office et le statut de la radiodiffusion-télévision de 1974 (loi du 7 août 1974) .....	527
A. — Une nouvelle organisation .....	527
B. — De nouveaux problèmes ? .....	529
§ 3. — La loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle .....	532
A. — Le monopole .....	532
B. — L'indépendance du service public .....	535
C. — Les structures .....	538
D. — Redevance et publicité .....	539

E. — Droits des personnels et des journalistes .....	540
F. — Cinéma et télévision .....	540
G. — La télévision par voie hertzienne .....	541
§ 4. — Le nouveau paysage audiovisuel français et la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication .....	543
A. — La commission nationale de la communication et des libertés .....	543
B. — Le secteur public de la communication audiovisuelle .....	545
C. — Le secteur privé .....	547
Section III. — <i>Le spectacle</i> .....	549
§ 1. — Le théâtre .....	551
A. — La réglementation générale .....	551
B. — Les cas particuliers .....	554
§ 2. — Le cinéma .....	559
A. — Le visa national de contrôle .....	559
B. — Le régime de police locale .....	561
C. — Les censures financières .....	564
<b>Titre III. — Les libertés de l'expression collective</b> .....	567
<i>Chapitre premier. — LA LIBERTÉ DE SE RÉUNIR</i> .....	568
Section I. — <i>La notion de réunion</i> .....	569
§ 1. — Critères de la réunion .....	569
§ 2. — Réunion publique et réunion privée .....	570
Section II. — <i>Ordre public et réunion</i> .....	571
§ 1. — Le principe de la liberté .....	571
§ 2. — Le souci du maintien de l'ordre .....	571
A. — Les limites législatives à la liberté .....	572
B. — Les restrictions réglementaires .....	573
C. — Le contrôle du juge .....	574
Section III. — <i>Liberté de réunion et lieux de travail</i> .....	577
§ 1. — Les services publics .....	577
§ 2. — Les entreprises privées .....	579
Section IV. — <i>Liberté de circulation et liberté de réunion</i> .....	580
§ 1. — La notion de « manifestation publique » .....	580
A. — Le cortège .....	580
B. — L'attroupement .....	581
§ 2. — Les responsabilités engagées .....	582
A. — Les responsabilités pénales .....	582
B. — Les responsabilités civiles .....	583

<i>Chapitre II. — LA LIBERTÉ DE S'ASSOCIER</i> .....	584
Section I. — <i>L'association de la loi de 1901</i> .....	587
§ 1. — Critères de l'association .....	587
§ 2. — Régime de l'association .....	588
§ 3. — Les différentes associations prévues par la loi de 1901 .....	589
A. — Les associations non déclarées .....	589
B. — Les associations déclarées .....	589
C. — Les associations reconnues d'utilité publique .....	592
Section II. — <i>Les associations particulières</i> .....	593
§ 1. — Les ligues .....	593
A. — La notion de ligue .....	593
B. — La méfiance du droit envers les ligues .....	594
§ 2. — Les associations étrangères .....	597
§ 3. — Les congrégations .....	598
§ 4. — Quelques types spéciaux .....	599
Section III. — <i>La liberté d'association dans la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme</i> .....	600
§ 1. — Le syndicat ? Interlocuteur obligé de l'Etat .....	601
§ 2. — L'article 11 protège-t-il la liberté de ne pas s'associer ? .....	601
Section IV. — <i>La vie associative</i> .....	603
§ 1. — Le foisonnement .....	603
§ 2. — Les raisons du mouvement .....	604

## INDEX ET TABLE

Index n° 1	Texte constitutionnels, législatifs et réglementaires internes .....	605
Index n° 2	Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et protocoles additionnels .....	610
Index n° 3	Documents internationaux .....	611
Index n° 4	Jurisprudence interne (classement alphabétique) .....	613
Index n° 5	Jurisprudence interne (classement chronologique) .....	
Index n° 6	Jurisprudence européenne (classement alphabétique) .....	
Index n° 7	Jurisprudence européenne (classement chronologique) .....	
Index n° 8	Thématique .....	
TABLE DES MATIÈRES .....		